



# Maduro, mort ou vif!

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 08 avril 2020

[Mémoire des Luttés](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Dans sa croisade destinée à reconquérir et soumettre les colonies dont l'indépendance devient intolérable, Washington vient d'atteindre des sommets. En pleine explosion du Covid-19 – une épidémie si catastrophiquement gérée par Donald Trump que, d'après lui, un bilan final limité à quelque 100 000 morts démontrerait « *l'excellence de ses décisions* [1] » –, le procureur général William Barr a annoncé le 26 mars, en conférence de presse, l'inculpation du président vénézuélien Nicolás Maduro pour « narcotrafic » et « blanchiment d'argent » [2]. Selon le Département de la Justice, a précisé le procureur Geoffrey S. Berman, le chef de l'Etat bolivarien a établi un « *partenariat de narco-terrorisme avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie [FARC] au cours des vingt dernières années* » et, après avoir été l'une des « têtes » du Cartel des Soleils (un supposé cartel vénézuélien de narcotrafiquants), en est désormais le seul « leader » avec pour objectif, aujourd'hui comme hier, d'« *inonder les Etats-Unis de cocaïne* ».

*Faisant preuve d'une imagination illimitée dans l'invention de méthodes destinées à déstabiliser, renverser, emprisonner (et même assassiner) les dirigeants qui dérangent, cette accusation extravagante s'accompagne d'une mise à prix de la tête de Maduro – 15 millions de dollars (13,5 millions d'euros) étant promis à qui permettra de le localiser ou de le capturer.*

Des poursuites ont également été lancées contre treize autres hauts fonctionnaires du gouvernement vénézuélien, parmi lesquels le ministre de la Défense Vladimir Padrino López, le président du Tribunal suprême de justice (TSJ) Maikel Moreno et, surtout, avec une offre de 10 millions de dollars pour qui les livrera, le président de l'Assemblée nationale constituante (ANC), Diosdado Cabello, et le vice-ministre de l'économie, Tareck El Aissami.

« *Offrir des récompenses comme le faisaient les cowboys racistes du Far West montre le désespoir de l'élite suprématiste de Washington et son obsession envers le Venezuela* », a réagi le ministre des Affaires étrangères Jorge Arreaza. Ajoutant au caractère grotesque de l'accusation, le montant proposé pour la capture de Maduro n'a été dépassé dans l'Histoire que par les 25 millions de dollars offerts pour la tête d'Oussama Ben Laden, après les attentats du 11 septembre 2001, et celle d'Ayman al-Zawahiri, actuel chef du réseau terroriste Al-Quaïda. Plus grand « capo » latino-américain du narcotrafic, le colombien Pablo Escobar ne valait « que » 10 millions de dollars et, son successeur mexicain, Joaquín « El Chapo » Guzmán [3], 8,5 millions.



Comme il se doit, cette violente offensive du régime de Donald Trump contre le gouvernement bolivarien a décuplé les débordements, passions et appétits du ban et de l'arrière-ban de la droite extrémiste vénézuélienne (et de ses alliés). A commencer par la principale tête de gondole, le « président » (élu par Trump) Juan Guaido. « *Je suis persuadé*

que les accusations présentées contre les membres du régime sont bien fondées et vont aider à libérer le pays du système criminel qui a séquestré notre peuple depuis tant d'années », a-t-il immédiatement réagi par communiqué. Comme il l'a fait pendant des décennies en annonçant la « chute imminente de Fidel Castro », le cubano-américain (et espagnol) Carlos Alberto Montaner prévoit déjà « la fin du chavisme » dans la presse de Miami : « *Après l'accusation formulée contre Maduro et ses acolytes par le Département d'Etat et celui de la Justice, les prédictions changent totalement, jusqu'à ce que quelqu'un de leur entourage décide de les éliminer* [4]. » En Bolivie, le secrétaire à la Présidence Erick Foronda, bras droit de Janine Añez, portée au pouvoir par un coup d'Etat, s'est fendu d'un Tweet menaçant pour « le suivant » : « *Ils viennent pour toi, Maduro. Tu n'auras pas d'échappatoire. Et le suivant est Evo Morales. Tes jours de conspiration sont terminés, délinquant !* »

Confortablement confinée dans l'Hexagone d'où elle appuie les secteurs fascisants qui s'acharnent sur les habitants de son pays d'origine, l'anthropologue et écrivaine franco-vénézuélienne Elizabeth Burgos s'enthousiasme dans un message à la journaliste Jurate Rosales : « *C'est un coup de maître contre les partisans du dialogue et l'Union européenne, etc. On ne peut pas dialoguer avec un "Wanted"* [5]. » Le dialogue, voilà l'ennemi...

Tant les agissements ubuesques de la Maison-Blanche que ce type de commentaires devraient ne provoquer qu'un simple haussement d'épaules accablé. Toutefois, si une chose est de constater leur ineptie, autre chose est d'en mesurer l'ampleur et les possibles prolongements. Raison pour laquelle, des années de propagande politico-médiatique ayant passablement troublé les esprits, on tentera d'analyser ici en profondeur les mensonges et incohérences de cette agression majeure des pitbulls de Washington contre le Venezuela.

Premier rappel indispensable : de tous temps, les Etats-Unis ont instrumentalisé le « narcotrafic », tantôt le combattant, tantôt l'ignorant, tantôt l'utilisant pour leurs sombres desseins. Dans les années 1980, sous l'administration de Ronald Reagan et avec la pleine collaboration de la Central Intelligence Agency (CIA), les « *contras* » (contre révolutionnaires) nicaraguayens se sont livrés au trafic de cocaïne pour financer leur guerre contre les sandinistes. Dans son rapport du 13 avril 1989, le Comité du Sénat des affaires étrangères mentionna : « *Les activités des Contra incluent des paiements aux trafiquants de drogue par le Département d'Etat des Etats-Unis, autorisés par le Congrès en tant qu'aide humanitaire* [déjà !], *dans certains cas après l'inculpation de trafiquants par des agences fédérales, dans d'autres pendant que les trafiquants étaient sous enquête par ces mêmes agences.* » L'un des artisans de ces manœuvres scélérates s'appelait Elliott Abrams. Avant d'être gracié par George H. W. Bush, il fut condamné pour cela à deux ans de prison. Trump en a fait l'actuel responsable (« envoyé spécial ») de sa politique sur le Venezuela, avec pour tâche de contribuer au renversement de Maduro.

Au Panamá, le général Manuel Antonio Noriega a de même pactisé avec les barons du Cartel de Medellín. Depuis la fin des années 1950, il émargeait également à la CIA, qui, à partir de 1967, le rémunéra grassement. Des liens étroits l'unissaient à George H. W. Bush, promu directeur de l'« Agence » en 1976.

Entre 1983 et 1989, Noriega confisque les élections et gouverne de façon autoritaire (mais beaucoup moins que son homologue chilien Augusto Pinochet). Seulement, Noriega se montre soudain moins docile aux injonctions de la Maison-Blanche, qui lui demande une participation accrue à l'agression contre le Nicaragua sandiniste. De gangster ami Noriega se transforme en ennemi scélérat. Déclenchée le 20 décembre 1989, l'« Opération Juste

Cause » lance 28 000 « marines », commandos et parachutistes sur Panama City. L'arrestation du trafiquant fait 4 000 morts – essentiellement des civils. Le 29 décembre 1989, par 75 voix contre 20 et 40 abstentions, l'Assemblée générale de l'ONU adoptera une résolution condamnant cette pseudo intervention « anti-narco ».

Peu avant le procès de l'ex-général, embarqué *manu militari* et incarcéré aux Etats-Unis, le Département de la Justice conclue un accord secret avec le Cartel de Cali (le second, en importance, en Colombie). Si les « *narcos* » apportent des témoignages contre Noriega, une remise de peine sera accordée à Luis Santacruz Echeverri, frère d'un des chefs du cartel, qui purge alors une peine de vingt-trois ans d'emprisonnement.

Pendant son procès, Noriega prétendit que sa collaboration avec la CIA lui avait rapporté 10 millions de dollars. Il demanda à pouvoir révéler les tâches qu'il avait effectuées pour les Etats-Unis. Le tribunal statua : « *L'information sur le contenu des opérations secrètes dans lesquelles Noriega a été engagé en échange de versements présumés est sans rapport avec sa défense* » et pourrait « *confondre le jury* ». En conséquence de quoi, sur cette séquence embarrassante, le silence lui fut imposé. On le condamna à 40 ans de prison [6].

Lors de sa conférence de presse du 26 mars dernier, le procureur général Barr n'a pas hésité à établir un parallèle douteux, mais surtout alarmant : « *Nous ne reconnaissons pas Maduro comme président du Venezuela ; c'est déjà arrivé avec Noriega, que nous ne reconnaissons pas non plus.* »

En ce qui le concerne, le colombien Álvaro Uribe n'a rencontré aucun problème pour être reconnu. Pourtant, l'Agence du Renseignement du Département de la Défense (DIA) américain lui a attribué, en 1991, le numéro 82 d'une liste de personnalités entretenant des liens étroits avec Pablo Escobar et le Cartel de Medellín [7] ! Uribe n'en a pas moins poursuivi sans encombres sa carrière politique. Accédant à la tête de l'Etat en 2002, il est devenu le principal allié des Etats-Unis dans la région. Ses liens avérés avec les « narco-paramilitaires » ne lui ont pas attiré plus d'ennuis.

Bien que toujours en mouvement, la vie n'opère pas forcément de constants changements : en février 2019, c'est avec l'aide de l'organisation narco-paramilitaire colombienne des Rastrojos que le président fantoche vénézuélien Juan Guaido a traversé clandestinement la frontière pour rejoindre le président Iván Duque (le fils spirituel d'Uribe) à Cúcuta, en Colombie [8]. Pas de problème. Il s'agissait de « *bons narcos* ».

Les concepteurs de l'acte d'accusation contre le chef de l'Etat vénézuélien comptent manifestement sur le fait que, d'une manière générale, les journalistes n'ont ni mémoire ni archives. Si l'on en croit les « révélations » de Barr au nom de la Justice US, lorsque Chávez a fait de Maduro son ministre des Affaires étrangères, le 7 août 2006, les FARC ont remis à ce dernier 5 millions de dollars, produit du narcotrafic. On est là un paquet de mois avant le 1er mars 2008, jour où un commando de l'armée colombienne bombarde et tue le numéro deux de cette guérilla, Raúl Reyes. Près de son corps, sont, dit-on, récupérés trois ordinateurs, deux disques durs et trois clés USB. Lesquels « révèlent » leurs secrets. Des milliers de courriers électroniques « prouvent » les liens entre l'« organisation terroriste » et Chávez (ainsi que le chef de l'Etat équatorien Rafael Correa). Les gouvernements colombien et américain font feu de tout bois. Un certain nombre de médias influents – *The Wall Street Journal*, *The New York Times*, *El País* (Madrid), etc. – relaient avec délice l'information. Le monde entier apprend ainsi que Chávez, « sans un haussement de sourcils », a donné 300 millions de dollars à la guérilla.

Comprenne qui pourra... Les FARC sont tellement misérables qu'elles quémandent (affirment-on à l'époque) 300 millions de dollars à Chávez, mais tellement prospères qu'elles ont auparavant ou en même temps (prétend-on aujourd'hui) arrosé Maduro de 5 millions !

Pour qui ne connaîtrait pas le fin mot de l'histoire des « ordinateurs magiques » de Reyes, on rappellera que le 18 mai 2008, la Cour suprême de justice (CSJ) colombienne a déclaré les informations obtenues à partir d'eux « *nulles et illégales* ». La Cour contesta en particulier l'existence des fameux e-mails, les documents présentés comme tels se trouvant dans les fichiers d'un traitement de texte (Word) et non dans un navigateur permettant de démontrer qu'ils avaient été envoyés et/ou reçus. En d'autres termes : n'importe qui avait pu les rédiger et les introduire dans les ordinateurs a posteriori [9].

Cette information n'intéressa guère. Dans l'un de ses multiples éditoriaux consacrés au Venezuela, le *Washington Post* avait déjà résumé à lui seul l'objectif de la formidable campagne d'intoxication : « *Si le scandale des ordinateurs **est utilisé de manière adéquate*** [c'est nous qui soulignons], *il approfondira le trou dans lequel cette supposée "révolution bolivarienne" est en train de se noyer.* »

Douze ans plus tard, les méthodes et la thématique n'ont pas changé.

« *Durant plus de vingt ans, affirme le procureur général Barr, Maduro et un grand nombre d'alliés ont conspiré avec les FARC, provoquant que des tonnes de cocaïne entrent et dévastent les communautés étatsuniennes.* » Si le postulat du jeu est que la conduite de chaque individu ou groupe est rationnelle, nul n'envisagerait de renoncer à une si lucrative poule aux œufs d'or. Pourtant, avant même d'être président, Chávez estimait qu'il fallait en terminer avec le conflit colombien. « *Un mouvement de guérilla n'est plus à l'ordre du jour dans les montagnes d'Amérique latine* », lança-t-il même en 2008, créant le trouble chez les radicaux, tant colombiens que vénézuéliens.

Lui et Maduro, son ministre des Affaires étrangères, ne ménagèrent pas leurs efforts pour favoriser des négociations de paix entre la guérilla et le gouvernement de Juan Manuel Santos. Tous deux réussirent à convaincre les rebelles, ce qui n'avait rien d'évident (et raison pour laquelle des contacts existaient effectivement entre émissaires vénézuéliens et état-major des insurgés). Lors des obsèques de Chávez, le 8 mars 2013, c'est bel et bien Santos qui déclara, parlant de son homologue bolivarien : « *L'obsession qui nous unissait, et qui a été la base de notre relation, était la paix de la Colombie et de la région. Si nous avons avancé dans un processus solide de paix, avec des progrès clairs et concrets, des avancées comme jamais il n'y en avait eu avec la guérilla des FARC, c'est aussi grâce au dévouement et à l'engagement sans limites du président Chávez et du gouvernement vénézuélien.* »

Il en faudrait davantage pour que le Département de la Justice américain renonce à ses calembredaines. D'après lui, en 2008, Chávez, « *qui était alors président du Venezuela et l'un des leaders du "Cartel des Soleils", s'est mis d'accord avec Luciano Marín Arango, alias Iván Márquez* [futur négociateur des Accords de paix, côté guérilla], *pour utiliser les fonds de l'entreprise [pétrolière] d'Etat vénézuélienne PDVSA, pour appuyer les actions terroristes et de narcotrafic des FARC* ». C'est l'époque où, toujours d'après les mêmes représentants de la loi et de l'ordre yankees, « *Maduro a abusé de son pouvoir comme ministre des Affaires étrangères pour s'assurer que la frontière entre le Venezuela et la Colombie demeure ouverte et, ainsi, faciliter le trafic de drogue* ».

Fichtre ! Maintenir les frontières de son pays ouvertes... Nul n'en disconvient, il s'agit là d'un crime absolu. Sauf, bien sûr, si les Etats-Unis avaient commis un écart analogue... Car, n'ayant pas fermé les leurs, ne demeurent-ils pas, avec 6,8 millions de « clients » (d'après

l'ONU), les premiers consommateurs mondiaux de cocaïne ? Faute de questions posées lors de la conférence de presse sur cette complicité de Washington avec les « *narcos* » colombiens, les procureurs vedettes de la chasse au Maduro ne se sont malheureusement pas prononcés sur la question.

De fait, le Venezuela se trouve coincé entre le premier pays producteur de cocaïne, la Colombie, avec laquelle il partage 2 300 kilomètres de frontière, et la principale destination de la « blanche », les Etats-Unis. Il se trouve donc particulièrement vulnérable – et le constat ne date pas d'aujourd'hui. En octobre 1997, lors d'une visite du président William « Bill » Clinton à Caracas, un accord de coopération pour la lutte contre le narcotrafic (11 millions de dollars) fut signé avec le prédécesseur de Chávez, Rafael Caldera. Raison invoquée à l'époque : « *Le Venezuela est la plus importante route de contrebande du narcotrafic [drug-smuggling] depuis la Colombie jusqu'aux marchés illicites. Le pays sert de zone de transit pour environ 100 tonnes de cocaïne et 10 tonnes d'héroïne par an* [10]. » Vraiment trop « *coooooool* », Clinton n'a pas mis la tête de Caldera à prix.

Une telle situation géographique fait par définition naître des « vocations ». Lesquelles, défraient régulièrement la chronique, de multiples façons. Très court florilège. En 1997 (avant Chávez), le « dernier grand capo » après la mort de Pablo Escobar, l'ex-militaire colombien Justo Pastor Perafán, est capturé en plein centre de San Cristóbal (Venezuela). Deux ans plus tard, un Boeing 727 appartenant au prince saoudien *Nayef Bin Fawwaz al-Shaalan* quitte Caracas au terme d'une réunion de l'OPEP ; lors d'une escale à Paris, la police française y découvre 2 tonnes de cocaïne de la plus grande pureté [11]. Le 10 septembre 2013, c'est également à Paris qu'a lieu une « saisie record » (1,3 tonnes) à bord d'un vol d'Air France en provenance de l'aéroport Maiquetía de Caracas. Parmi les vingt-huit arrestations effectuées au Venezuela, figurent le lieutenant-colonel Ernesto Mora Carvajal (directeur de la sécurité de l'aéroport) et huit membres de la Garde nationale. En août 2011 déjà, lors de la capture d'une « *narcoavioneta* » transportant 1,4 tonnes de « coke » dans l'Etat de Falcón, on avait découvert que le petit appareil avait décollé de la base militaire de La Carlota (Caracas). En 2016, c'est l'officier de police représentant Interpol, Eliecer García Torrealba, qui tombera. Très remarquables, et pour cause, deux civils – Efrain Antonio Campo Flores et Franqui Francisco Flores de Freitas –, neveux de l'épouse de Maduro, Cilia Flores, finiront, pour le même motif supposé, condamnés en décembre 2017 à 18 ans de réclusion, dans une prison des Etats-Unis [12].

Financée par les barons de la drogue, la corruption à très large échelle s'infiltré à tous les niveaux et contamine, nul n'en disconvient, jusqu'à certains éléments de la police et de l'armée.

Mais *quid* du « Cartel des Soleils » ?

Il s'agit, peut-on lire ou entendre dans les rubriques « Le Venezuela par les Nuls », d'un gang de généraux né sous la présidence de Chávez et jouissant de sa complicité. Ridicule ! L'expression « Cartel des Soleils » a été utilisée pour la première fois en... 1993, lorsque deux généraux de la Garde nationale furent inculpés pour trafic de stupéfiants. Les « soleils » en question sont les insignes d'épaules que portent les généraux des Forces armées vénézuéliennes (quatre « soleils » pour le général en chef).

La formule revient sporadiquement lorsque des militaires sont impliqués ou arrêtés, mais refait surtout surface en 2015 sous la plume du « journaliste » Emili Blasco, correspondant à Washington du (monarchique, catholique et ultra-conservateur) quotidien espagnol ABC. Chávez est mort, l'« offensive finale » contre la révolution bolivarienne vient de commencer.



Sur la base de supposées révélations de la Drug Enforcement Administration (DEA), Blasco fait de Diosdado Cabello, alors président de l'Assemblée nationale, le leader du Cartel des Soleils et l'un des narcotrafiquants les plus puissants du continent (ne connaissant pas encore le procureur général américain William Barr, il oublie de mentionner Chávez et Maduro).

Avec un ensemble touchant, extrapolant à partir du strict minimum de données, la docile corporation des faiseurs d'opinion – à commencer par *The Wall Street Journal (Etats-Unis)* et *El Mundo (Espagne)* [13] – se charge de colporter l'accusation. Que les plus prudents de leurs confrères reprennent à demi-mots, à coups de « conditionnels » hypocrites – ce qui suffit à imprimer une « vérité » dans l'opinion. Plus direct, le sénateur républicain cubano-américain Marco Rubio fait de Cabello « le Pablo Escobar vénézuélien ».

Preuves, faits irréfutables ou même moyennement étayés, vérifiables et vérifiés ? Aucun. Jamais.

Dans ce registre, le « *think tank* » Insight Crime se distingue particulièrement. Organisation supposément indépendante possédant son siège à Medellín (Colombie), Insight Crime a été fondé par Steven Dudley, ex-chef du bureau pour la région andine du quotidien le *Miami Herald* (« anticastroïste », « antichaviste », « anti-tout-ce-qui-bouge-à-gauche ») et par Jeremy McDermott, ancien officier des Forces armées britanniques. Une bonne odeur de souffre, un parfum de barbouzerie. Les différents rapports d'Insight Crime s'appuient essentiellement sur les informations distillées par la DEA ou le Bureau du contrôle des actifs étrangers (OFAC) du Département du Trésor américain, les « révélations » de transfuges ex-chavistes cherchant à s'obtenir les bonnes grâces de leurs nouveaux amis américains, et des articles de presse. Laquelle presse, reprend à son tour la production d'Insight Crime, dans un classique dispositif de serpent qui se mord la queue. Oubliant au passage quelques particularités évoquées par le « *think tank* » lorsque, malgré son parti pris, il estime qu'il s'agit (le « Cartel des Soleils ») d'« un réseau disparate de trafiquants, comprenant des acteurs étatiques et non étatiques », et précise que « s'il y a bien des cellules dans les principales branches des Forces armées, et à tous leurs niveaux (...), on ne peut pas les décrire comme un cartel, car la manière dont fonctionnent les relations entre ces cellules n'est pas claire [14] ». En matière de de certitudes, on a déjà fait mieux.

Chacun voit midi à sa porte. Difficile pour le non belligérant de discerner où se trouve la vérité. Régulièrement mis en accusation par le rapport que publie chaque année le Département d'Etat américain, le Bureau national anti-drogue (ONA) vénézuélien ne reconnaît en la matière que les données de l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC). Dans son rapport 2019, cet organisme peu suspect de partialité décrit ainsi en quelques lignes lapidaires la situation (§ 578) [15] : « Il y a des indices que, dans la République bolivarienne du Venezuela, les groupes délictueux ont réussi à s'infiltrer au sein des forces de sécurité gouvernementales et ont créé un réseau informel connu comme le "Cartel des Soleils" pour faciliter l'entrée et la sortie de drogues illégales ». Indices, réseau informel... Même un média vénézuélien féroce d'opposition comme *Costa del Sol* admet : « Les experts en matière de sécurité reconnaissent que ce n'est pas un groupe organisé verticalement comme les cartels du narcotrafic colombien ou mexicain. Ils agissent plutôt comme un groupe d'individus aux connexions bureaucratiques, qui peuvent avoir peu ou aucune coordination les uns avec les autres [16]. »

Qu'on examine le problème par n'importe quelle entrée, la thèse de Chávez, puis Cabello, et maintenant Maduro épluchant d'énormes liasses de billets en dirigeant d'une main de fer un

gang criminel structuré ne repose sur aucun élément sérieux. Comme l'a noté l'avocat vénézuélien *Juan Martorano*, *l'existence du Cartel des Soleils relève plus que tout du « mythe urbain »* [17].

Le 9 août 2019, l'administration Trump a « certifié » la Colombie d'Iván Duque - preuve de sa bonne conduite et de sa pleine coopération avec Washington en matière de lutte contre la drogue. Dans le même temps, elle « dé-certifiait » la Bolivie (encore dirigée par Evo Morales) et le Venezuela gouverné « *par le régime illégitime de Nicolás Maduro* ». La pertinence de ces traitements différenciés apparaît avec évidence lorsqu'on sait que, en Colombie, la surface dédiée aux cultures de coca, la matière première de la cocaïne, a atteint des niveaux sans précédents : d'après l'UNODC (Nations unies) elle est passée de 48 000 hectares en 2013 à... 169 000 hectares en 2018 (et même 208 000 hectares d'après le Bureau de la politique nationale pour le contrôle des drogues [ONDCP] de la Maison-Blanche). Et ce, alors que les FARC, longtemps accusées d'être les principales responsables de ce fléau, ont déposé les armes en 2016.

D'après le procureur général « yankee » Barr, plus de 250 tonnes de cocaïne sortent du Venezuela chaque année à destination de l'Amérique centrale et de la Caraïbe « *avec le consentement de Maduro* ». Ce qui fait de la République bolivarienne LE « narco-Etat » de la région. D'après la très officielle Base de données antidrogues consolidée inter-agences (CCDB), un organisme gouvernemental américain, c'est pourtant en Colombie, pas au Venezuela, que la production de cocaïne a atteint 2 478 tonnes en 2017 (+ 269 % par rapport aux 918 tonnes de 2012).

Peu importe. Les « enquêteurs » étatsuniens persistent et signent : le Venezuela constitue le principal tremplin d'expéditions de drogue vers les Etats-Unis. Nouvelle supercherie. En 2012, d'après l'Organisation des Etats américains (OEA), dirigée alors par le chilien José Miguel Insulza, près de 70 % de la « coke » sortait de Colombie à travers le Pacifique, 20 % à travers l'Atlantique et 10 % via le Venezuela [18]. Vingt ans plus tard (11 mars 2020), s'appuyant sur les chiffres de la CCDB « yankee », le Bureau de Washington pour les affaires latino-américaines (WOLA) parvient au même constat : 84 % de la drogue produite chez Uribe, Santos et maintenant Duque passent par l'Océan Pacifique (que bordent la Colombie et, à un degré moindre, concernant les expéditions, l'Equateur et le Pérou), 9 % empruntent la voie de la Caraïbe occidentale (l'Amérique centrale) et seulement 7 % la Caraïbe orientale (le Venezuela) [19]. En d'autres termes : même ses propres services - le CCDB, le Département de la Défense - mettent en évidence la supercherie de Trump (et de ses « employés »).

Pour illustrer la manipulation du thème des pays de transit, on précisera que, toujours d'après la CCDB, 210 tonnes de cocaïne ont circulé par le Venezuela en 2018 (ce qui est plausible) et... 1 400 tonnes par le Guatemala. De son côté, l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC) mentionne dans son dernier rapport (§ 579) que le trafic par la voie maritime depuis les ports du Chili est en constante augmentation, ce qui le convertit, « *avec le Brésil et la Colombie, en l'un des principaux pays de sortie de la cocaïne saisie à Valencia et Algésiras, en Espagne, importantes voies d'entrée de ces stupéfiants en Europe* ».

Pendant que le régime de Trump amuse la communauté internationale avec ses fantaisies, « des gens », à Miami, Los Angeles, ou ailleurs dans des paradis fiscaux, déposent des centaines de milliers de dollars, sans trop attirer l'attention.

Le 1er novembre 2019, le ministre de l'Intérieur vénézuélien, Néstor Reverol, informait que, cette même année, les forces de sécurité avaient intercepté et confisqué 29,779 tonnes de drogues de toutes natures, arrêtant 5837 personnes et ouvrant 1 556 procédures judiciaires (d'après la même source, entre 2015 et mars 2020, ce sont 212 tonnes qui ont été saisies). Insuffisant pour bloquer la très peu Sainte Inquisition : 15 millions de dollars, on l'a vu, pour la tête de Maduro, 10 millions pour celles de Cabello et d'El Assaimi, mais aussi pour deux autres piliers du « régime corrompu » et de son « cartel », Hugo Carvajal, ancien chef du Renseignement, ex-député chaviste (et en cavale en Espagne, soit dit en passant) et Cliver Alcalá. Quiconque fournira une information permettant de localiser tous ces gens-là touchera (théoriquement) le gros lot. S'agissant de Maduro, on se permettra ici de donner un indice relevant du très à la mode « journalisme d'investigation » : Palais présidentiel de Miraflores, Final Avenida Urdaneta 1010, Esquina de Bolero, Caracas Distrito Capital (Venezuela). Pour Cliver Alcalá, membre du même gang, pas de difficulté majeure non plus : depuis deux ans, au vu et au su de tous, ce « dangereux narcotrafiquant », vit tranquillement à Barranquilla, en Colombie. Sans que les forces conjointes de la CIA et de la DEA ne l'y aient repéré. Sans que les autorités colombiennes ne l'aient détecté. Et pour cause...

Général au sein des Forces armées nationales boliviennes (FANB), Alcalá s'est démarqué du pouvoir et, après avoir pris sa retraite en 2013, s'est publiquement opposé à Maduro. Il a été un excellent « client » pour un certain nombre de chercheurs, universitaires et journalistes dits « de gauche », avides des déclarations de « chavistes critiques » leur permettant de rejoindre l'offensive anti-Maduro sans paraître renier Chávez et sa révolution pour lesquels, lorsqu'on pouvait le faire sans s'exposer outre mesure aux condamnations de la majorité conformiste, ils avaient manifesté une certaine sympathie.

Accusé depuis 2014 de liens avec le narcotrafic, Alcalá est entré tout à fait légalement en Colombie par Cúcuta (d'après Migración Colombia). Bien qu'ayant (ou parce qu'il a) épousé en mai 2012 Marta González, une sœur d'Hermágoras González Polanco, alias « El Gordito González », narcotrafiquant et ancien membre de l'organisation paramilitaire des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), Alcalá vivrait encore paisiblement dans son pays d'accueil si [20]...

Le 24 mars, l'épidémie de Coronavirus restreignant la circulation, la police de la route colombienne, dans une opération de routine, contrôle un véhicule qui circule sur la route Barranquilla - Santa Marta. Elle y découvre un arsenal : 26 fusils d'assaut AR-15, des silencieux, des viseurs nocturnes, des casques, des gilets pare-balles, des émetteurs-récepteurs radio, etc. Arrêté, le conducteur confesse qu'il se dirigeait vers la Guajira (département frontalier avec le Venezuela). Deux jours plus tard, une radio colombienne à forte audience, *Web Radio*, diffuse une déclaration explosive de... Cliver Alcalá, l'un des « narcos » vénézuéliens complices de Maduro recherchés par la Justice des Etats-Unis : « *Je me trouve à Barranquilla, dans mon logis, où le gouvernement colombien, depuis longtemps, sait que je suis.* » Ce détail précisé, Alcalá dévoile que les armes saisies le 24 appartiennent à un groupe de 90 officiers vénézuéliens (déserteurs) qu'il dirige. Objectif : « *Obtenir la liberté du Venezuela* ». Comment ? En faisant passer ces armes dans la Guajira vénézuélienne où elles devaient être réceptionnées par un officier - alias « Pantera ». Continuant ses révélations, Alcalá dit ceci : toute cette opération a eu lieu dans le cadre d'un accord passé avec « le président » Guaido, son conseiller politique Juan José « J.J. » Rendon (consultant de multiples candidats présidentiels latinos de droite) et des conseillers américains. Il implique dans le complot Leopoldo López (leader de Volonté populaire, le parti



de Guaido), Sergio Vergara (député de VP, bras droit de Guaido) et Iván Simonovis, nommé Coordinateur spécial de la sécurité et du renseignement aux Etats-Unis par le président autoproclamé [21].

Alcalá multiplie ensuite ses interventions sur Twitter et, finalement, livre ses dernières révélations en exclusivité sur Infobae : « *Depuis plusieurs mois, nous travaillons à la formation d'une unité pour libérer le pays et **éliminer chirurgicalement** les objectifs criminels du narcotrafic et du désastre qu'"ils" ont généré dans notre pays [22]* ». Assurant une dernière fois qu'il ne fuit pas, comme le laisse entendre la Justice des Etats-Unis – laquelle vient « à sa grande surprise » de le placer sur la liste des « narcoterroristes » de la bande à Maduro ! –, Alcalá précise, évoquant le procureur général Barr : « *Je présume qu'il ne connaît pas l'accord confidentiel que nous avons.* » Raison pour laquelle il annonce son intention de se mettre à disposition des autorités colombiennes et son entière disposition « à collaborer avec la justice nord-américaine ».

Sur un personnage et un épisode aussi « tordus », les spéculations vont bon train. On ne s'engagera pas ici dans un fatras d'hypothèses oiseuses et de théories. On s'en tiendra aux faits. Alcalá s'est affectivement « rendu » sans perte de temps aux forces de l'ordre colombiennes. Durant son transfert jusqu'à l'aéroport de Bogotá, en vue d'une extradition immédiate aux Etats-Unis, il a eu tout le loisir de donner des interviews téléphoniques et par vidéo sur les réseaux sociaux (ce qui est très fréquent chez les narcotrafiquants détenus !). Evoquant les agents de la Direction nationale du renseignement (DNI) qui l'escortaient, il déclara : « *Je les connais, je les ai vus et je traite avec eux depuis plus d'un an. J'ai été constamment en communication avec eux. Par le passé, en Colombie, je me suis réuni avec eux, ici, à Barranquilla [23].* » Les heures qui vont suivre n'apporteront guère de démenti à ces allégations. Lorsque le 27, Alcalá s'apprête à monter dans l'avion dépêché en toute hâte par la DEA pour le ramener à New York (malgré la fermeture des frontières), où l'attend théoriquement une prison de haute sécurité, il le fait sans menottes, de manière détendue, après avoir salué très cordialement et échangé quelques « *abrazos* » avec ceux qui le surveillaient. Nul doute que les « révélations » les plus explosives sur Maduro vont maintenant se multiplier dans le cadre de négociations dont raffole la Justice étatsunienne pour, en échange d'une réduction de peine, compromettre, diffamer et si possible jeter dans un cul de basse fosse le ou les individus qu'elle poursuit de sa vindicte.

A l'origine de cette séquence, l'arsenal confisqué aux opérateurs d'Alcalá n'était à l'évidence pas de nature à déclencher une opération d'envergure de type invasion ou coup d'Etat. En revanche, il était parfaitement adapté à l'organisation d'opérations de type « élimination chirurgicale » (pour reprendre l'expression de l'ex-général) ou « assassinat sélectif ». L'avenir dira peut-être quels objectifs étaient visés. Mais en tout état de cause, le lot d'armes s'inscrit dans la stratégie de déstabilisation du Venezuela – de la tentative d'assassinat de Maduro le 4 août 2018 à la présence notoire de camps d'entraînements pour mercenaires (liés à Alcalá, en particulier à Riohacha, dans la Guajira). Cette politique de caractère terroriste, dont le régime de Trump donne le « la », atteint son point d'orgue avec la récente mise à prix de Maduro. Une semaine après cette dernière, et le lendemain du jour où le secrétaire d'Etat Mike Pompeo a présenté un plan de « Gouvernement de transition, sans Maduro ni Guaido », le gouvernement américain a en effet annoncé le déploiement d'une importante opération navale destinée à réduire l'entrée de drogues illégales aux Etats-Unis. « *Alors que les gouvernements et les nations se concentrent sur le coronavirus, a expliqué sans rire le maître de la Maison-Blanche, il existe une menace croissante que les cartels, les criminels, les terroristes et d'autres acteurs malveillants*

*tentent d'exploiter la situation pour leur propre profit. » Pour qui n'aurait pas tout à fait saisi la nature de l'opération, le conseiller à la Sécurité nationale Robert O'Brien a ajouté qu'il s'agit de réduire les ressources financières du narcotrafic, lequel « fournit au régime corrompu de Maduro (...) et à d'autres acteurs perniciox les fonds nécessaires à la réalisation de leurs activités malignes ».*

Au moins dix garde-côtes, des destroyers, des navires de guerre de dernière génération, des porte-hélicoptères, une brigade d'infanterie, des membres des forces spéciales et une importante couverture aérienne – P-8 (version militaire du Boeing 737), E-3 Awacs, E-8 JStars – vont prendre progressivement position, théoriquement dans le Pacifique et l'Atlantique, en réalité massivement face aux côtes du Venezuela. Un marteau pilon ! Pour combattre... des mouches. Les cargaisons maritimes de « coke » quittent les côtes latino-américaines à bord de « *go fast* » (vedettes rapides), de bateaux de pêche, de mini-sous-marins, de navires commerciaux et de porte-conteneurs ; les expéditions aériennes utilisent des avions de tourisme. Des cibles et objectifs sans commune mesure avec le déploiement spectaculaire de cette armada.

Au moment où les Nations Unies demandent une suspension des mesures coercitives unilatérales (dites « sanctions ») contre le Venezuela et Cuba (ainsi que l'Iran) pendant la crise du Coronavirus, Trump a donc opté pour une authentique déclaration de guerre. Brandie à la face du monde, la « cocaïne » de Maduro est l'équivalent de la petite fiole de poudre de perlinpimpin de Colin Powell accusant Saddam Hussein, devant l'Assemblée générale des Nations unies, de disposer d'armes de destruction massive. Cette dangereuse surenchère a au moins une cause aisément détectable : l'échec de la stratégie du « président fantoche » censé faire tomber Maduro. Pauvre Guaido ! Il fait pourtant tout ce qu'il faut : il approuve les sanctions qui martyrisent ses compatriotes, il célèbre la mise au ban de Maduro, il appuie le déploiement de la force navale. Il n'en a pas moins été congédié sans ménagements. En proposant un plan de transition « sans Maduro ni Guaido », Washington a signé la fin de cette comédie. Et le Guaido en question s'est montré pour ce qu'il est et n'a jamais cessé d'être : une marionnette. Depuis janvier 2019, il joue au chef de l'Etat légitime, inébranlable, ferme, crâne, intrépide, viril, courageux, « reconnu par la communauté internationale », et ne cédant sur rien. Que Trump lui intime de se retirer, et il obtempère sans résistance, sans une once de dignité : « *Oui chef ! bien chef !* » Comme on dit au Mexique, « *qui paye le mariachi choisit la chanson* ».

Quinze millions de dollars pour la tête de Maduro ! En tant qu'objectif prioritaire des « faucons » étatsuniens, le chef de l'Etat vénézuélien, à travers ce procédé original, succède à l'irakien Saddam Hussein et au libyen Mouammar Kadhafi – avec, en ce qui concerne ces derniers, les dénouements que l'on connaît. Certes, le pouvoir vénézuélien tient bon. Malgré les énormes difficultés quotidiennes (qu'aggravent le Coronavirus), une très large fraction des secteurs populaires l'appuient. Les discussions se poursuivent avec l'opposition modérée. Les Forces armées demeurent loyales. Evoquant « *la furia bolivariana* », l'alliance « civico-militaire » (très mal comprise à l'étranger) prépare, au cas où, la défense du pays.

Mais c'est précisément cette résistance aux desseins de la puissance impérialiste qui incite cette dernière à utiliser les méthodes les plus extrêmes (quand bien même elles seraient cousues de gros fil blanc). « Des millions pour la tête de... » Maduro, Cabello, El Aissami ! Une telle promesse de récompense attire les avides comme la lumière attire les papillons. On trouve toujours des hommes qui aiment les sales besognes. Quelque militaire félon, acheté, opportuniste ou intimidé par la puissance de l'ennemi. Des paramilitaires (colombiens ou vénézolano-colombiens). Des barbouzes, des aventuriers. Des mercenaires

de compagnies de sécurité privée. Des « spécialistes » américains – surgis, par exemple, du sein de l'armada en cours de déploiement.

Pour ce type de coup tordu, les méthodes ne manquent pas. L'opération commando permettant de séquestrer la cible. Le drone, chargé de l'assassiner. Le bombardement « chirurgical ». La balle d'un « sniper ». Le coup d'Etat mené par un secteur minoritaire de l'armée...

Le pire n'est bien entendu jamais sûr. On ne négligera pas la capacité de la révolution bolivarienne à déjouer les plans ennemis. Ni même un changement de pouvoir lors de la prochaine élection américaine, Trump semblant moins doué pour gérer une pandémie que pour semer la terreur et la mort dans ce qu'il croit être son pré-carré. Néanmoins, en l'état, au mépris du droit international, la préparation d'un crime potentiel se déroule sous nos yeux. Une conspiration. La séquestration ou l'assassinat d'un chef de l'Etat reconnu par l'Organisation des Nations unies et qui n'a commis aucun crime, sauf ceux de défendre la Constitution et la souveraineté de son pays.

Nul n'est obligé d'aimer le président vénézuélien. Nul n'est contraint d'appuyer la révolution bolivarienne. Mais, tout de même... A l'époque où il existait en France une gauche digne de ce nom, elle aurait crié, à l'unisson, toutes tendances confondues : « *Nous sommes tous Maduro ! Trump, pas touche au Venezuela !* »

**Maurice Lemoine**

## Notes

[1] <https://www.theguardian.com/world/2020/mar/30/trump-says-keeping-us-covid-19-deaths-to-100000-would-be-a-very-good-job>

[2] <https://www.justice.gov/opa/video/attorney-general-barr-and-doj-officials-announce-significant-law-enforcement-actions>

[3] Chef du Cartel de Sinaloa, considéré comme le « trafiquant le plus dangereux du monde » par les Etats-Unis, Joaquín Guzmán a été capturé en février 2014 par les autorités mexicaines (après une première évasion), extradé aux Etats-Unis et condamné à perpétuité par le tribunal de New York, le 17 juillet 2019.

[4] <https://elnuevopais.net/2020/03/29/carlos-alberto-montaner-es-este-el-fin-del-chavismo/>

[5] <https://elnuevopais.net/2020/03/27/jurate-rosales-descartaron-a-los-tibios/>

[6] Sa peine fut ultérieurement ramenée à trente ans, puis, pour bonne conduite, réduite à dix-sept ans.

[7] Rapport du 23 septembre 1991.

[8] <http://www.medelu.org/Venezuela-aux-sources-de-la-desinformation>

[9] Sur cette affaire, lire Maurice Lemoine, « La Colombie, Interpol et le cyberguérillero », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008.

[10] *The International Herald Tribune*, 14 octobre 1997.

[11] Condamné en France à dix années par contumace, le prince est depuis protégé par son pays.

[12] Les deux jeunes hommes sont tombés dans un piège tendu par des agents de la DEA : des informateurs payés par cette agence leur ayant promis 20 millions de dollars en échange de cocaïne, ils auraient prévu d'obtenir la marchandise auprès d'un intermédiaire se fournissant auprès des FARC. Du fait de leur arrestation, le crime n'a pas été commis. Ils ont été condamnés pour « conspiration en vue de... ».

[13] <http://www.elmundo.es/internacional/2015/05/19/555b88ce268e3edc418b45aa.html>

[14] Pour les différents articles consacrés par IC au Cartel des Soleils :  
<https://www.insightcrime.org/venezuela-organized-crime-news/cartel-de-los-soles/>

[15] [http://www.unis.unvienna.org/pdf/2020/INCB/Annual\\_Report\\_S.pdf](http://www.unis.unvienna.org/pdf/2020/INCB/Annual_Report_S.pdf)

[16] <https://www.costadelsolfm.org/2020/02/19/un-informe-de-la-onu-revela-que-el-cartel-de-los-soles-in-filtro-las-fan-en-venezuela/>

[17] <https://www.alainet.org/es/articulo/205032>

[18] [http://www.cicad.oas.org/drogas/elinforme/informeDrogas2013/laEconomicaNarcotrafico\\_ESP.pdf](http://www.cicad.oas.org/drogas/elinforme/informeDrogas2013/laEconomicaNarcotrafico_ESP.pdf)

[19] <https://www.wola.org/2020/03/report-u-s-drug-monitoring-data-on-venezuela-gets-beyond-the-narcostate-narrative/>

[20] D'après *Caracol Radio*, Marta González, l'épouse d'Alcalá, a une sœur, Lucy, qui a été en couple avec le truand José Guillermo « Ñeñe » Hernández, assassiné en 2019 et au cœur d'un scandale d'« achats de votes » au profit de l'actuel président Iván Duque. Sur cette affaire, lire :  
<http://www.medelu.org/La-Colombie-aux-temps-du-cholera>

[21] <https://www.youtube.com/watch?v=V-pOs4qfxaQ>

[22] <https://www.infobae.com/america/venezuela/2020/03/26/el-general-cliver-alcala-cordones-uno-de-l>

[os-funcionarios-venezolanos-buscados-por-la-justicia-de-los-estados-unidos-anuncio-que-se-entregara-a-las-autoridades-colombianas/](#)

[23] <https://www.elheraldo.co/judicial/cliver-alcala-conocia-los-agentes-de-inteligencia-ante-quienes-se-entrego-712979>

La source originale de cet article est [Mémoire des Luttés](#)  
Copyright © [Maurice Lemoine](#), [Mémoire des Luttés](#), 2020

---

Articles Par : **[Maurice Lemoine](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)